



# LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Vendredi le 15 mai 1992



## LE POINT DU JOUR

### Faire la passe

Le reaganisme et ses avortons ont jeté le bordel dans les sociétés occidentales. À commencer par les États-Unis. Ainsi, de 1980 à 1991, l'endettement total américain — gouvernements, entreprises, particuliers — a crû de \$4 à \$11 milliards.

Qui paie pour tout ça?

«Jamais les riches n'ont accumulé autant de richesses pendant que le nombre de pauvres, en termes de pauvreté relative et absolue, ne cesse de croître de façon vertigineuse», rapportait *Le Monde diplomatique* de novembre au sujet du pays qui abrite les gendarmes du nouvel ordre mondial.

Les assistés sociaux y sont passés de 11 à 13 millions. Au Canada, pour la première fois depuis 11 ans, le revenu des familles a chuté de 2,2%.

À côté de ce jeune médecin ontarien qui, après deux ans de pratique, allait chercher \$500,000 par année, dont \$100,000 en fausses factures, d'autres font dans les ligues majeures.

*La Presse* rapportait hier qu'au Canada, un PDG va chercher une rémunération totale douze fois plus élevée que l'ouvrier d'usine. Aux USA, le président de Coke a touché \$82 millions l'an passé.

Air Canada vole bas; Petro-Canada est en panne sèche. Mais leurs dirigeants ont pourtant touché des salaires faramineux et demandent des concessions à leurs employés.

Le monde des affaires, c'est un peu comme le hockey: pendant que quelques-uns font des passes, la majorité reste sur la bande.

Michel Rioux



L'AROSE GUIDANT LE PEUPLE\* — GARNETTE  
\*(PLUS OU MOINS D'APRÈS DELACROIX)

**Coordination**  
Henri Jalbert

**Rédaction**  
Guy Ferland  
Monique Fortin  
Louis-Serge Houle  
Henri Jalbert  
Thérèse Jean  
Maroussia Kishka  
Marc Laforge  
Luc Latraverse  
Lucie Laurin  
Jean-Pierre Paré  
Michel Rioux  
Jacqueline Rodrigue

**Collaborations**  
Fernand Bélanger  
Michel Gauthier  
Clément Trudel

**Conception  
graphique**  
Jean Gladu

**Mise en page  
électronique**  
Jean Gladu  
Henri Jalbert  
Jean-Pierre Paré

**Photographes**  
Alain Chagnon  
Hélène Rochon  
Gordon Shehyn

**Caricaturiste**  
Garnotte

**Soutien technique**  
Candide Collin  
Lucie Desgagné  
Marie Lefebvre

**Impression**  
Les travailleurs et  
travailleuses  
syndiqués FTPF-CSN  
de l'Imprimerie sociale  
de Québec

**Distribution**  
Merci à l'équipe  
du service d'ordre  
du congrès!

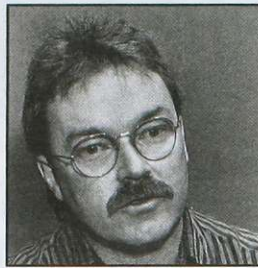
**LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS**  
est imprimé à 3000 exemplaires  
et distribué gratuitement aux  
congréssistes pour leur  
information et leur plaisir...  
Une fois de retour dans vos  
syndicats, vous êtes autorisés-és  
(et fortement encouragés-és) à en  
reproduire le contenu.

## SONDAGE EXPRESS



**Jean-Claude Gagnier**

Jean-Claude Gagnier est membre de l'exécutif du Syndicat des travailleurs et travailleuses des garderies. Il déclare sans hésitation que lui et son syndicat étaient contre le maraudage... auparavant. «Nous étions puristes, puis la CEQ est venue nous chercher quelques syndicats en 84-85. Depuis, nous avons réévalué la question. D'autant plus que les syndicats CSN font les batailles et enregistrent les gains. Il y a trois ans, nous avons obtenu les congés de maternité. Aujourd'hui, nous voulons de meilleurs salaires, et aussi, que le gouvernement contribue.» Il conclut en précisant que les syndiqué-es CEQ trouvent cela très sympathique, mais sans plus.



**Jean-Yves Boulay**

Jean-Yves Boulay, psychologue au CSS Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, préfère nettement le travail inter-syndical au maraudage: «Les syndicats feraient beaucoup mieux d'oeuvrer ensemble à des causes communes, la réforme de la fiscalité, par exemple, que de se battre entre eux pour s'arracher des membres!», lance-t-il. Le maraudage devrait servir les intérêts syndicaux de base: quand les gens sont mal défendus par leur syndicat, ça en vaut la peine. Mais marauder pour marauder, je ne suis pas d'accord!»



**Louis-Marie Gaudreault**

Louis-Marie Gaudreault travaille au ministère des Transports à la Malbaie. Il est membre du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec (SFPQ). «J'assiste au congrès de la CSN comme visiteur, précise-t-il. Mon syndicat n'est pas affecté par le maraudage parce que nous avons une accréditation provinciale. Et, personnellement, je suis contre. Aucune centrale ne devrait dépenser d'argent pour cela, ça ne rapporte rien aux travailleurs. On devrait plutôt poursuivre le mouvement de syndicalisation, là où c'est possible.»



**Margot Sicard**

Margot Sicard est enseignante au CEGEP Ahuntsic. Cette militante de longue date, présidente de son syndicat, se déclare contre le maraudage, tout comme sa fédération. La FNEEQ a connu, il y a quelques années, un important mouvement de désaffiliation; 14 syndicats ont formé la Fédération autonome du collégial (FAC). Malgré cela, elle croit plutôt que: «La centrale doit consacrer des énergies à bien défendre ses dossiers sur la place publique. C'est ainsi que nous gagnerons des membres, non en faisant du maraudage.» Elle commente aussi le passage du Syndicat des professeurs de l'université du Québec à Montréal (SPUQ) de la FNEEQ vers la FPPSCQ en disant que l'important, dans cette histoire, est que les syndicats restent à la CSN.

## Que pensez-vous du maraudage?



**Lyne Lefebvre**

Lyne Lefebvre, secrétaire d'école à la Commission scolaire Abitibi, a déjà participé à des campagnes de maraudage. «Le maraudage, c'est quelque chose de nécessaire, dit-elle. C'est sain et stimulant pour une centrale, parce que ça la pousse à aller de l'avant, à améliorer ses services pour prouver qu'elle est proche de ses membres et qu'elle a davantage à offrir que les autres. Bref, ça l'empêche de s'asseoir sur ses lauriers. Ce que je regrette, c'est que ça se fasse en cachette et non pas ouvertement.»

Dans la région du Nord-ouest québécois, cependant, la CSN et la CEQ sont convenues d'un protocole de non-maraudage.



**Lise Desjardins**

Lise Desjardins, infirmière-auxiliaire au Centre hospitalier St-François d'Assise, à Québec, a vécu deux maraudages: un pour quitter la CSN en 1985 et un autre pour y revenir en 1990. «Un maraudage, c'est stressant, pénible et déchirant. Mais malgré tout, c'est important un maraudage parce que les gens ne viendront pas d'eux-mêmes et il faut maintenir notre droit de choisir l'organisation syndicale qui nous représentera. Par contre, on ne peut pas le faire contre le gré des gens. S'ils ne sont pas convaincus, ils ne s'impliqueront pas par la suite et ça, ça ne donne rien.»

## Secteur public: entente imminente

Un projet de loi a été déposé hier après-midi, à l'Assemblée nationale, faisant état de l'ensemble des discussions avec les diverses organisations membres de l'Intersyndicale dans les secteurs public et parapublic. C'est le président du Conseil du Trésor, Daniel Johnson, qui a procédé à ce dépôt.

«Quelques points restent à vérifier, ce qui sera fait dans les prochaines heures, nous a déclaré en fin d'après-midi hier la vice-présidente Claudette Carbonneau, qui s'apprêtait à prendre connaissance davantage en détail du projet de loi en question. Mais sur l'essentiel, l'ensemble de ce que nous avons identifié comme nécessaire à la conclusion d'un accord a été atteint», a-t-elle confié au *Quotidien du congrès*.

Depuis plusieurs jours déjà, les instances de la FAS, de la FNEEQ, de la FEESP, de la FPPSCQ et du secteur des technologies médicales de la CSN, dont les membres sont présents dans les secteurs public et parapublic, ont tenu plusieurs assemblées. Pendant tout ce temps, les discussions avec les représentants du Conseil du Trésor se poursuivaient.



## Blitz de signatures pour Mouvement Québec

Plusieurs dizaines de délégués ont participé hier à un blitz de signatures pour exiger la tenue d'un référendum «sur la souveraineté, et rien d'autre».

Mouvement Québec, qui regroupe plusieurs organismes syndicaux et nationalistes du Québec, recueille depuis un mois des centaines de milliers de signatures afin que les Québécoises et les Québécois puissent finalement se prononcer sur leur avenir constitutionnel. La CSN et ses conseils centraux participent activement à cette campagne de signatures.

En plus de se transporter dans toutes les régions du Québec avec des roulottes motorisées, Mouvement Québec organise pour le 24 mai, à Montréal, une grande manifestation pour appuyer la tenue d'un référendum. Le rassemblement se fera au Parc Jeanne-Mance. La ma-

nifestation se dirigera ensuite devant les bureaux du premier ministre Bourassa, devant l'édifice d'Hydro-Québec.

Sur la photo prise hier, on reconnaît, entourés de militantes et de militants de divers secteurs, le président de la Fédération de la métallurgie, Benoît Capistran, celui de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, Claude Plamondon, de même que le président du Conseil central de Montréal, Sylvio Gagnon.

C'est André L'Heureux, qu'on aperçoit aussi sur la photo, qui coordonne l'action de Mouvement Québec au niveau de toutes les organisations syndicales. André L'Heureux a été vice-président de la CSN de 1978 à 1982.

C'est demain que le congrès sera appelé à discuter de la question nationale.



Gérald Larose, président de la CSN, a participé, mercredi soir, à une fête qui marquait le 25e anniversaire du Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep Limoilou.

# La prévention avant tout

Par Fernand Bélanger\*

C'est en ces termes que le président du comité confédéral de santé-sécurité de la CSN, Janvier Cliche, trace l'une des perspectives principales du comité d'ici la fin de la décennie.

Janvier Cliche rappelle que depuis quelques années, la CSN a consacré pas moins de \$3 millions à la défense des accidentés-es du travail, dont plus de \$745 000 au cours du dernier exercice financier; malgré tout, il n'a pas été possible d'affecter des ressources aussi importantes à la prévention. Il signale aussi que cet accent sur la prévention s'inscrit dans la philosophie de la CSN, qui préconise depuis longtemps l'élimination du danger à la source.

Ce travail de prévention implique aussi une mobilisation constante des as-

**«Il faut mettre l'accent sur la prévention. On ne peut plus se contenter de faire du cas par cas parce que cela devient de plus en plus accaparant, à cause de la judiciarisation du système.»**

semblées générales afin de forcer les employeurs à apporter les correctifs nécessaires, au fur et à mesure que les problèmes surgissent. Une tâche fort exigeante, puisque les syndicats doivent faire face à des délais lorsqu'ils obtiennent des acquis: «Par exemple: nous avons obtenu la présence de sièges pour les caissières de Proviso, mais ils ne sont pas encore installés parce que les études



ergonomiques se poursuivent. Il faudra aussi mettre les efforts nécessaires afin que le gain obtenu à Port-Cartier s'étende dans le reste du Québec dans les meilleurs délais», poursuit-il.

## Le bruit

Dans un autre ordre d'idées, Janvier Cliche note qu'un colloque sur le bruit aura lieu en octobre prochain, dans le cadre de la semaine nationale de la santé-sécurité.

«Nous avons plusieurs données sur le sujet. Il faut notamment mettre en relief l'impact social des problèmes causés par le bruit. À titre d'exemple, la diminu-

tion de l'ouïe cause un problème d'isolement chez la personne concernée et une certaine dévalorisation.

«La personne se sent mal dans sa peau parce que la surdité est perçue comme une maladie de vieux. Celle qui souffre de problèmes d'ouïe affecte également son entourage, par exemple en haussant le son de la télévision.»

Et Janvier Cliche de conclure en notant que si les problèmes de surdité affectent beaucoup les travailleurs de la métallurgie ou des pâtes et papiers, il y a aussi des situations pouvant causer des ennuis dans les affaires sociales (buanderies d'hôpitaux) ou les communications (presses de journaux).

\* Fernand Bélanger est journaliste au quotidien *La voix de l'Est*, à Granby.

## La lutte, les fruits

Après avoir fait dix-sept mois de grève, de juin 90 à novembre 91, pour obtenir satisfaction à leur principale revendication, la réduction des écarts salariaux, c'est en seulement trois rencontres de négociation que les 47 employées de la Caisse populaire de Brossard ont renouvelé leur convention collective, la semaine dernière, avec expiration en janvier 95.

Que s'est-il donc produit pour expliquer une telle révolution?

Ceci: la convention is-



sue du long conflit venant à expiration dès décembre 92, les banques concurrentes de la région retenaient les sociétaires de la caisse qui avaient déménagé chez elles leurs avoirs pendant le conflit de

l'an dernier en leur faisant croire qu'une autre grève risquait d'éclater bientôt. De là l'intérêt (!), pour la direction de la caisse, de dissiper ces nuages menaçants et de rassurer ses sociétaires en négoc-

iant le plus tôt possible le renouvellement du contrat de travail. Autre facteur non négligeable: les paramètres salariaux pour les années 93 et 94 avaient déjà fait l'objet de règlements acceptables dans d'autres caisses syndiquées CSN, dans la foulée des gains obtenus par le syndicat de la caisse de

Brossard. Ce qui fait que les clauses monétaires ne nécessitaient plus que quelques ajustements, lesquels ont été obtenus. Bref, la lutte de 90-91 continue de porter ses fruits.

# Pointez-vous, les sauveurs de l'économie!

Je fais une proposition au président du Conseil du patronat, lui qui trouve que les entreprises paient leur juste part de l'impôt. En ces temps de casinos, c'est une sorte de jeu auquel je pense, mais ce sera un jeu pédagogique, pour aussi me montrer sensible aux interrogations d'aujourd'hui sur la formation professionnelle et le système scolaire.

Oublions pour l'instant l'impôt des entreprises, et parlons un peu de celui des gens d'affaires, des gens bien s'il en est, puisque nous leur devons la prospérité, les emplois, et même «le génie québécois», comme on disait chez Lavalin avant sa chute. Étant entendu, c'est l'évidence, que la pauvreté et le chômage ne peuvent venir que des pauvres et des chômeurs eux-mêmes.

\*\*\*

Je propose donc de mettre sur la table tout ce que j'ai gagné en 33 ans sur le marché du travail, toujours avec un assez bon salaire — sans cependant être trop élevé pour sortir du champ de mire du fisc —, sans une seule journée de chômage, pas même entre sept emplois, mais sans aucune autre source de revenu. Et de mettre à côté tout ce que j'ai payé en impôt pendant ces 33 années, en y ajoutant aussi les taxes municipales.

Qui, du monde des affaires, voudrait en faire autant? Allons, un volontaire, et le jeu commence. Tiens, pourquoi pas celui que j'ai entendu l'autre jour à l'émission *Les affaires et la vie*, raconter qu'il serait d'accord avec l'indépendance si on lui garantissait ses \$300,000 par année, ses trois mois de vacances en Floride et ses voitures de luxe.

Nous comparerons d'abord ce que chacun a gagné en chiffres absolus pendant les 10, les 20 ou les 33 dernières années, à sa convenance. Et ce que chacun a payé en impôt dans le même temps. Il est probable que j'aurai payé plus, n'ayant aucun abri fiscal ni coussin bancaire. Mais il est également possible que j'aie payé moins, puisqu'on compare l'infiniment grand avec le moyennement petit. Dans un cas comme dans l'autre, nous examinerons à quoi tient la différence, et si elle est équitable à notre avis.

MICHEL GAUCHER  
DE STEINBERG ...



Mais le jeu continue. Nous mettrons ensuite sur la table nos avoirs: la maison de ville, la maison de campagne, les automobiles (pour ce qui me concerne j'arrête ici, ce qui n'est pas si mal), le voilier de luxe, la garçonnière, les tableaux de Borduas, de Lemieux ou de Riopelle, les intérêts dans le club de golf et les développements immobiliers, les actions en bourse, l'appartement à Palm Beach ou à Paris, et ainsi de suite.

\*\*\*

C'est ici que le jeu se corse! Nous verrons ensuite s'il a été matériellement possible d'acquiescer tous nos avoirs avec les seuls revenus déclarés et sur lesquels on a payé de l'impôt.

Ah! Ah! vous ne vous attendiez pas à cela, n'est-ce pas? Alors pointez-vous, les sauveurs de l'économie, qu'on discute de fiscalité. Pointez-vous, les acheteurs d'abris fiscaux que vous payez avec l'impôt de ceux qui n'ont pas les moyens d'en acheter.

Assez de parler de l'impôt du bout des lèvres pour éviter d'appeler les choses par leur nom, comme autrefois des choses du sexe. Pointez-vous les sauveurs de l'économie, qu'on discute d'équité fiscale, et qu'on s'explique sur l'utilisation des impôts.

Guy Ferland

# La réforme du régime de santé québécois et la réduction des soins de santé assurés

Par Michel Gauthier\*

La réforme de la santé au Québec a jusqu'ici suscité plus d'incertitude et de questions qu'elle n'a apporté de véritables solutions, tant au sein de la population que parmi les travailleurs qui ont à subir les changements.

C'est ce qui ressort d'une table ronde qui a regroupé quatre intervenants syndicaux provenant de régions et de secteurs différents.

Depuis plus d'un an, le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Marc-Yvan Côté, a lancé sa réforme en grande pompe.

Création de nouvelles régions régionales pour remplacer les conseils régionaux (CRSSS), démantèlement des CSS et mise en place de nouveaux Centres de protection à l'enfance et à la jeunesse (CPEJ), ainsi que transfert des urgences mineures, jusqu'ici dévolues aux centres hospitaliers, vers les CLSC, voilà autant de mesures annoncées à la fin de 1990.

Mais les CLSC n'ont toujours pas, encore aujourd'hui, toutes les infrastructures nécessaires pour assumer les nouvelles responsabilités qui leur ont été confiées. L'aspect de la réforme touchant les médecins, «qui aurait pu discipliner davantage la pratique médicale au Québec» a été dilué et la transition ainsi que l'intégration des ex-employés des CSS n'est pas encore complétée.

Et maintenant, le ministre Côté revient à la charge avec une série de mesures structurelles et ponctuelles dont l'objectif est de permettre des économies annuelles pouvant

aller jusqu'à \$211 millions au cours des cinq prochaines années.

L'universalité de la gratuité des soins de santé est aussi touchée. Ainsi, les personnes âgées devront payer \$2 à l'avenir pour l'exécution ou le renouvellement d'une ordonnance. Réduction également de la couverture gratuite des soins dentaires et des services optométriques. Ce ne sont là que quelques-unes des mesures annoncées vendredi dernier.

Le secrétaire-trésorier du Syndicat national des employés de l'aluminium, Jean-Luc Hovington, un gars de Baie Comeau, rappelle qu'il manque toujours des médecins spécialistes dans son milieu, que les listes d'attente demeurent longues et que les améliorations — achat d'équipements spécialisés — sont surtout le résultat de la générosité des gens de la région.

## Et la réforme dans tout ça?

«Côté pratique, c'est mon expérience de consommateur qui parle. J'entends parler de façon superficielle. J'entends des gens qui sont contre mais qui ne savent pas trop

pourquoi. Je n'ai pas encore senti la réforme dans le concret», dit-il, tout en avouant avoir surtout été pris au cours des dernières semaines par les négociations locales.

Mais pas au point d'ignorer certains des grands points du débat sur l'universalité des soins de santé.

«C'est sûr que je suis contre ce qui touche les personnes âgées. Mais le ticket modérateur, je suis un peu pour. Il y a des gens qui vont à l'urgence pour n'importe quoi. On sait qu'il y a 5 à 10 % d'abus et si on améliore ça, ce sera bon.»

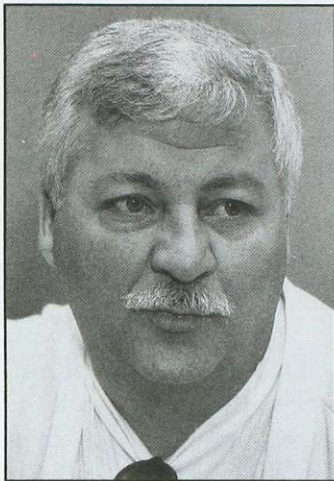
Jean-Luc Hovington s'appuie d'ailleurs sur son propre vécu pour formuler ses positions personnelles.

«Chez nous, au niveau de la convention, on se prive de bonnes clauses à cause des abuseurs. Moi, je gagne \$40 000 par année et j'ai les moyens de payer \$5. C'est pas normal aussi que quelqu'un qui peut passer six mois par année en Floride soit traité sur le même pied que celui qui n'a pas un sou noir», conclut-il.

La présidente du Syndicat des travailleuses et des travailleurs du CSS du Saguenay-Lac-St-Jean-

Chibougamau, Hélène Moïse, diffère d'opinion.

«Je ne vois pas en quoi faire payer les gens va changer grand chose. Les CLSC ne sont pas prêts à donner les soins d'urgence tel que prévu par la réforme. Je ne vois pas comment un \$2 va améliorer cette situation, les gens ne sont pas intéressés à aller attendre à la mauvaise place. La population ne perçoit pas qu'elle y gagne. S'il y a



Jean-Luc Hovington

quelque chose qu'on voit, ce sont surtout des coupures dans les acquis. Le \$2 ne donne pas non plus de garanties qu'il y aura assez de médecins dans les régions», opine cette militante.

Mme Moïse vit également la réforme de l'intérieur puisqu'elle oeuvre au sein d'un centre de services sociaux, organisme voué à la disparition.

«La réforme a un impact majeur sur les salariés», souligne-t-elle. L'abolition des CSS signifie le morcellement de cellules de travail existantes et des transferts d'employés et leur isolement sous la juridiction de nouveaux employeurs.

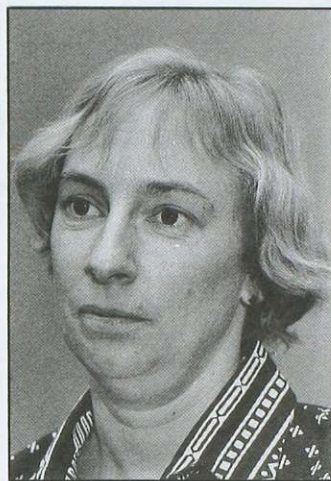
«La réforme morcelle les services sociaux. Cela va causer le dispersement

et l'isolement des praticiens. On a de la misère à comprendre la logique qui soutient ces décisions.»

Josée Roy, secrétaire du Syndicat des professionnelles et des professionnels des Affaires sociales de Québec, opine dans le même sens et craint l'éparpillement des forces syndicales.

Selon elle, le ministère s'y serait pris à l'envers dans sa démarche.

«Le gouvernement



Hélène Moïse

justifie sa réforme par le fait que ça coûte trop cher. Mais il a fait sa réforme avant d'établir une politique de santé et de bien-être.

Paul Langlois, du Syndicat des professionnels des services sociaux de Québec, reprend exactement le même point.

«Un gouvernement tellement pressé de sauver de l'argent qu'il s'est immédiatement penché sur les moyens pour y parvenir, pour ne passer qu'ensuite à l'étape de l'établissement d'une politique», a-t-il dit en substance.

«C'est prioritairement un exercice de rationalisation plutôt qu'une amélioration des programmes sociaux», convient-il.



Josée Roy

C'est aussi une «grande brèche» dans l'universalité des soins de santé.

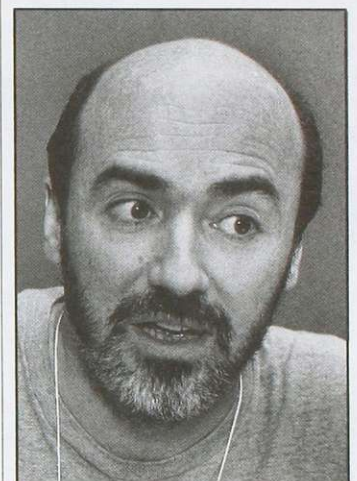
«Une grande brèche qu'il ne restera plus qu'à agrandir», craint Josée Roy. — «Même le fédéral est maintenant parfaitement au diapason. Il y avait de la résistance de ce côté-là et elle est maintenant disparue», ajoute Paul Langlois.

Une ponction dans les poches des bénéficiaires alors que les «fuites» les plus importantes sont peut-être les abus dans la pratique médicale, fait remarquer M. Langlois. La réforme a bien tenté de discipliner le monde médical... «...mais les médecins ont fait plier le gouvernement», constate-t-il.

Un seul véritable point positif a été souligné, celui de la régionalisation, un point sur lequel la CSN avait insisté dans son mémoire présenté à la Commission Rochon.

«Peut-être y a-t-il d'autres bons points, mais on ne les voit pas encore», conclut Josée Roy.

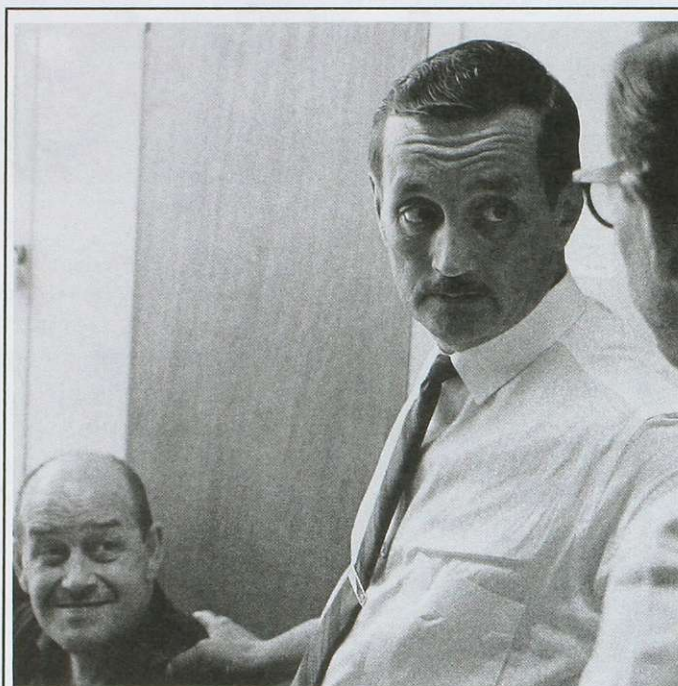
\* Michel Gauthier est journaliste au quotidien *Le Droit*.



Paul Langlois

# La réplique du mouvement

Par Michel Rioux



En mai 1972, Raymond Couture a joué un rôle majeur pour soutenir la CSN. On le voit ici, au centre, discutant avec des grévistes du port de Montréal en 1965.

Quand éclatent les troubles de mai 1972 au coeur même de la CSN, Raymond Couture y milite depuis plus de vingt-cinq ans déjà. Il est directeur du service confédéral des grèves. C'est un homme énergique, tout en nerfs, qui n'a jamais reculé devant personne; discipliné aussi. Plusieurs années plus tard, Pierre Vadeboncoeur écrira de lui: «Comme négociateur, on se sentait bien appuyé sur cette force. Il n'y aurait pas de bavures.»

Raymond Couture exerçait un fort ascendant sur les salarié-es du mouvement. Il prit donc l'initiative de les convoquer. La réunion se tient le 24 mai. On ne fait pas dans la dentelle. Ou bien on est à la CSN, auquel cas on la défend. Ou bien on s'en va. Et vite. L'heure, selon Couture, n'était pas aux tergiversations. Ils s'agissait, rien de moins, que de «renouveler sa fidélité aux objectifs et aux instances de la CSN.» Une consolidation réussie.

«Raymond Couture a été d'une fidélité exemplaire, d'une loyauté incroyable pendant cette période cruciale», confiera Raymond Parent vingt ans plus tard.

À un journaliste, Couture dira, le lendemain de l'assemblée: «Le résultat indique carrément que l'unité se fait de plus en plus autour de la CSN après le retour de Pepin. Ça a d'ailleurs apaisé certains fauteurs de troubles.»

De partout, dans les régions, dans les syndicats, dans les secteurs, on resserre

les rangs.

Le président de la Fédération des ingénieurs et cadres, Jean-Guy Rodrigue, assure Pepin et Parent de l'appui de son organisme. «Il faut maintenir l'intégrité de la CSN», proclame-t-il dès le 19 mai. Le même jour, le président du Conseil central de Sorel, Maurice Jean, dénonce la réunion que comptent tenir le 22 mai les 3D et leurs supporters au Centre Mgr-Marcoux, de Québec.

Paul-Émile Dalpé présidait la Fédération nationale des services — qui allait devenir la FAS quelques années plus tard — avant d'accéder au comité exécutif, en 1968. Mais son successeur, Norbert Rodrigue, ne mit pas

de temps à afficher ses couleurs et celles de sa fédération. «La FNS, qui a été la plus durement touchée par les emprisonnements, condamne ces façons de procéder qui ne peuvent être considérées autrement que comme une vacherie et un coup bas porté aux travailleurs et à la lutte qu'ils livrent présentement pour la justice», affirma-t-il.

Le syndicat des journalistes du *Droit* émet un communiqué. «Nous continuerons d'être fidèles à la constitution de notre centrale et à payer nos per capita», écrivent-ils.

Francine Lalonde, la présidente de la FNEEQ, est cinglante. «Quand des tra-

vailleurs se battent contre un employeur comme le gouvernement, c'est un véritable crime syndical que de provoquer une situation comme celle que nous vivons à la CSN en ce moment.»

Le secrétaire de la Fédération du commerce, Roméo Tremblay, dénonce de son côté «ces ex-confrères syndicaux qui continuent de tout mettre en oeuvre pour saboter le fantastique et puissant mouvement qu'on appelle "CSN" et qui a été construit par des années de lutte et de sacrifices.»

Guy Beaudoin, de la FEESP, fait parvenir un message à tous les syndicats: «Pendant que le mouvement se bat, que le président est en prison, les 3D font leur travail mesquin de division. C'est impardonnable. La fédération vous demande, officiers, délégués à toutes les instances, de vous prononcer contre ces actes de piraterie syndicale et de haute trahison!»

Le 28 mai, le bureau fédéral de la FTPF décidait de demeurer à la CSN et suggérait à ses syndicats affiliés «de se prononcer en faveur de demeurer à l'intérieur de la CSN.»

Dans les conseils centraux, les mêmes débats se tenaient. À St-Hyacinthe, trois membres de l'exécutif qui s'étaient affichés partisans des 3D étaient destitués sur-le-champ par l'assemblée générale, le 30 mai.



## Afiliação internacional Affiliazione internazionale

Le monde a changé. Ces changements, ils sont économiques: mondialisation des marchés, traités de libre-échange, Europe 92, réorganisation des marchés, réorganisation du travail. Mais ils sont aussi politiques: fin de la guerre froide, effondrement du bloc des pays de l'Est. Partout, le mouvement syndical est confronté à de nouvelles réalités, à de nouveaux enjeux. Partout, ces changements ont des répercussions directes sur le travail, sur les travailleuses et les travailleurs. Tous ces changements posent, de façon nouvelle, la question de l'action syndicale internationale.

Cette nouvelle carte politique et économique a amené récemment plusieurs organisations syndicales à travers le monde à reprendre le débat sur leur adhésion à une centrale internationale. C'est le cas pour la CSN au présent congrès, et c'est aussi dans ce processus que se sont engagées la Confédération générale italienne du travail (CGIL) et la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT). Auparavant, les organisations internationales étaient principalement identifiées à deux camps, soit la Fédération syndicale mondiale (FSM) «communiste» et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dominée par les Américains. Plusieurs organisations qui étaient membres de l'une ou l'autre de ces organisations les avaient délaissées, faute de réelle démocratie en leur sein. La Confédération mondiale du travail (CMT), à laquelle la CSN a été affiliée jusqu'en 1986, tentait de tracer une «troisième voie».

«À la CGIL, nous partageons le point de vue que M. Larose a présenté, lors de l'ouverture de votre congrès, sur la conjoncture internationale. Oui, le monde a changé, et l'évolution qu'il subit force aussi une organisation comme la CISL à modifier son fonctionnement. Voilà pourquoi de plus en plus d'organisations adhèrent à la CISL et, conséquemment, cela augmente les possibilités de construire des objectifs communs à l'intérieur d'une organisation qui défend l'expression d'un syndicalisme libre, indépendant et démocratique. Dans ce nouveau contexte mondial, il est primordial de se donner de nouveaux instruments, plus efficaces, pour pouvoir intervenir dans l'intérêt de nos membres», d'exprimer Bruno Rossi, vice-responsable du département de la politique internationale à la CGIL.

«Notre analyse de la conjoncture internationale nous amène à conclure qu'il y a, pour le mouvement syndical, une globalisation des défis qui nous force à construire des relations sûres, stables et en dehors des partis politiques. Il semble y avoir une volonté de construire un tel mouvement syndical international», d'affirmer Osvaldo Martines Bargas, secrétaire des relations internationales de la CUT-Brésil.

Jacqueline Rodrigue



## Les temps changent

La Suède peut se retrouver l'an prochain avec 200 000 travailleurs en chômage et une conjoncture morose qu'on ne lui connaissait guère. Le taux de chômage y était de 1.9% en 1990, il serait de 5% en 1993... et les hausses salariales devraient se situer à 3.5% ou moins.

Le gouvernement suédois, une coalition de quatre partis, a présenté un budget supplémentaire à la fin d'avril. Ce même gouvernement avait annoncé à l'automne des mesures visant à maintenir très bas l'inflation et les taux d'intérêt; il prévoyait des coupures de taxes de dix milliards de couronnes (SEK) — environ 2 milliards de dollars. Il est forcé de revenir sur ces promesses, car le déficit prévu en janvier, 71 milliards de SEK, est maintenant révisé; il grimpe à 102 milliards. À moins de mesures draconiennes, le déficit se maintiendra jusqu'en 1997 à plus de 100 milliards de SEK par an.

Le gouvernement dominé par les conservateurs avait, en janvier, prévu diminuer ses dépenses de 27 milliards de SEK; il est maintenant acculé à des compressions additionnelles de 30 milliards de SEK en trois ans. La Suède, on le sait, a le taux de syndicalisation le plus fort au monde (87%). Les centrales syndicales comme LO avaient traditionnellement partie liée avec le parti social-démocrate. Toutefois, ces liens se sont distendus depuis 1987 et l'affiliation des syndicats à ce parti n'est plus automatique.

Mais si l'on dit que le caractère compétitif de son économie n'est pas autant assuré qu'avant pour la Suède, il s'agit bien d'un pays prospère dont le PIB individuel (\$24 800) équivaut à celui des Norvégiens et talonne celui des Finlandais. Au Canada, le PIB était, en 1990, de \$21 500. Reste à suivre attentivement les gestes de ce gouvernement porté au pouvoir en septembre 1991. Selon Sven Svensson, rédacteur du bulletin de l'ambassade, Stockholm pourrait chercher à réaliser des économies dans son régime d'assurance sociale et à inciter les 8 millions de Suédois à recourir davantage à l'épargne et à prévoir plus de caisses privées de retraite pour diminuer d'autant le fardeau de l'État. Anne Wibble, ministre libérale des Finances, ne se montre pas préoccupée outre mesure par l'impopularité de sa stratégie économique; elle estime qu'il n'y a pas de piste accélérée pour produire des recettes en politique.

Clément Trudel

# La Colline parlementaire

**B**on! c'est la grande journée pour aller manifester. Comme par hasard, c'est justement la journée prévue — il y a trois semaines déjà — pour vous faire visiter la Colline parlementaire. À cet endroit, il y a trois sortes d'activités seulement: en plus des manifestations, il y a l'activité parlementaire et l'activité carnavalesque. Les deux dernières se ressemblent souvent.

Alors! la meilleure façon de visiter la Colline parlementaire, c'est d'organiser une bonne grosse manifestation. Il y en a plusieurs qui se rappellent notre belle manif du 12 avril. Nous nous sommes réunis sur les Plaines d'Abraham pour se taper la Grande-Allée à pied et se retrouver finalement quelque 25 000 devant le Salon de la race, malgré la neige qui s'était mise à tomber. C'était super! Il y avait du monde venant de



**Vous vous rappelez? Nous étions 25 000!**

tout l'Est du Québec.

Plusieurs visites organisées sur la Colline parlementaire ont été des gros succès dans le passé. Ce fut le cas, entre autres, de la manif du Front commun inter syndical de mai 1972, manif évoquée dans la page 8 du *Quotidien du congrès* de mardi.

D'autres visites organisées sont également passées à l'histoire: entre autres, celle contre le bill 63 en 1969, celle contre l'inflation galopante en décembre 1974 et celle con-

tre les décrets dans le secteur public en janvier 1983.

Pour les nostalgiques, il y a eu aussi le samedi de la matraque en 1964. Vous vous rappelez? Sa Très Gracieuse Élisabeth était venue visiter ses sujets et ses sujets lui avaient tourné le dos. Les policiers de Québec et le ministre libéral de la Justice, Claude Wagner, s'étaient conduits comme des taupins.

Habituellement, à chaque congrès, il y a une petite visite organisée sur la Colline parlementaire.

En 82, c'était contre les menaces du gouvernement Lévesque qui traitait les salarié-es du secteur public de «gras durs»; en 1986, c'était pour manifester contre le projet de réforme de l'aide sociale.

## Tour guidé

Le 23 avril dernier, la Fédération des affaires sociales a fait un petit tour guidé du Parlement. On est allé visiter le Bunker à Boubou et l'Édifice du Conseil du Trésor.

Après quelques habiles manoeuvres de diversion, une cinquantaine de personnes ont même pu pénétrer dans le bureau du fils de Danny Boy Johnson. Même qu'il y en a un qui s'est assis dans le fauteuil de celui qui voulait couper les salaires dans le secteur public. Ça, ce fut vraiment une belle visite, même si Daniel Johnson n'a pas osé se montrer.

## Québec historique 5



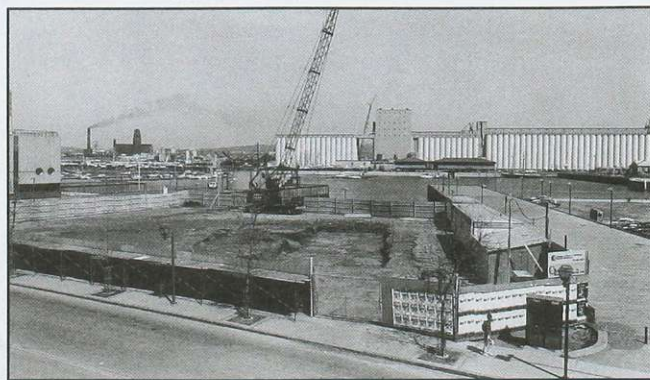
### MONSIEUR MARTIN

Le parc des champs de batailles nationaux est souvent nommé le parc des Plaines d'Abraham. Cette expression était employée par les chroniqueurs anglais lors du siège de Québec, en 1759. Elle provient du nom d'Abraham Martin qui, dès 1646, était propriétaire d'un terrain entre les rues Claire-Fontaine et Sainte-Genève. L'appellation fut par la suite employée pour désigner l'ensemble des hauteurs de Québec et est encore utilisée pour nommer le parc des champs de bataille nationaux, même si ce dernier ne comprend aucune partie de l'ancienne propriété d'Abraham Martin. La bataille qui amena la capitulation de Québec, en 1759, eut lieu sur les Plaines d'Abraham.

Tiré du *Guide historique de Québec*, d'Yves Tessier.

## UN TROU DANS LA VILLE

Le Bassin Louise est un beau plan d'eau, ne serait-ce que par le nom! Il ne serait certainement pas aussi beau s'il s'appelait le Bassin Joseph. Malheureusement, comme dans d'autres villes, on construit autour, ce qui a pour conséquence de le cacher encore davantage à ceux et celles qui se promènent dans ce secteur du vieux port. On coupe ainsi la ville, comme on le dit savamment. Ici, le méchant s'appelle Imax.



## LA MÉTÉO SYNDICALE

Quand le temps est frisquet, rien ne vaut une petite manif pour se réchauffer.

### Nos gagnants

La réponse au concours d'hier: Denis Choinière, président de la FNEEQ. Nos gagnants: Michel Tremblay (FPPSCQ); Claude Savard (CH Gatineau); Carole Gravel (CH L'Annonciation); France Loiseau (secteur privé FAS Montréal); Camille Belisle (FEESP).

### Gaîtés québécoises

Le quartier gai québécois est tout près du Centre des congrès: les endroits les plus connus sont le Ballon rouge (rue St-Jean), la Taverne Le Drague (rue St-Joachim); le café l'Amour sorcier (côte Ste-Geneviève). Bonne soirée.

### Vive la zizique

Dans les CC, on aime la zizique. Y'a même un orchestre: Guy Rousseau (Trois-Rivières) et Gilles Ouellet (Sag-Lac) à la guitare et aux claviers; France Loiseau (MTL), Anne Gauthier (Côte-Nord), Serge Lefebvre (Nord-ouest), Michel Lacasse (Bois-Francs), Hélène Lachance (Thetford) aux voix. Thématique: développement régional. Musique tout à fait «concertante». De la collaboration, quoi!

### Une seule fois

Les délégués fraternels n'ont pas droit de vote, mais Céline Bureau (CSS-Québec) a décidé de voter quand même l'appui aux syndicats en lutte.

### The Canadians(?#!)

Pauvre Jean-Claude Gagnier. Il en perd ses cheveux de la débandade des *Canadians*... Ou bien, ce sont les pluies acides!

C'est pas parce qu'on parle de vous que c'est vrai



## NOTRE CONCOURS-PHOTO

Qui (à droite) manifestait avec des militants de la FAS, au stade olympique, il y a dix jours? Les cinq premières personnes inscrites au congrès de la CSN qui trouvent la bonne réponse et qui viennent nous voir à la salle de rédaction du *Quotidien du congrès* — salles Langevin et Alleyn — gagnent un t-shirt affichant le logo de votre journal préféré. Nous publierons demain la liste des gagnantes et des gagnants.

### Fêtes, anniversaires

• Hier, c'était la fête de Claude Riendeau (municipaux FEESP). S'est fait réveiller très tôt par F.J. (élevateurs à grains Sorel). Attention, 19h30, souper du secteur, ce soir au restaurant Margo Lee, 333 boul. Ste-Anne, Beauport.

• Le syndicat de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke fête son 30<sup>e</sup> le 29 mai prochain. Enfin majeur!

### Quand t'as un nombril

• Le Saguenay étant le nombril du Québec, ceux de l'Outaouais sont fiers de leur prix d'hier, qu'ils ont pris pour un prix d'excellence.

• Roger D. dort-il dans la baignoire? Seul Jean-Claude D. peut vous le dire.

### Ah! ma maîtresse

Message à Roger Leclerc (Olympia). Quand tu parles de ton ancienne institutrice, cesse de dire que c'est ton ancienne maîtresse. Signé: une amie.

### Bravo, Ginette

La meilleure négociatrice de la CSN, c'est la présidente de la FEESP, Ginette Guérin. Elle a obtenu \$45 du Hilton pour des vieux pantalons de Denis Beauchemin, qu'il avait abîmés sur un fauteuil de l'hôtel. Il les avait payés \$49 il y a 15 ans.

### Encore

Bonne fête à Sylvain Lemaire (RETAQ), trop vieux pour être du comité des jeunes, et à Danielle Leblanc (CLSC Verdun).

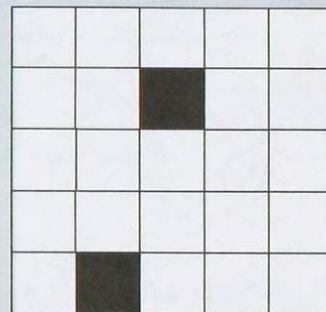
## L'HOROSCOPE DE MIMI PINSON

Une manifestation, c'est l'occasion rêvée de faire des rencontres. Bonne chance!

## La pensée du jour

Merde! Ils vont tous me lâcher. Même Rémillard qui veut aller fouiller dans mes impôts. Pourtant, j'ai pas touché l'argent, je vous l'ai déjà dit. J'l'ai déposé dans un compte, et c'est allé pour les oeuvres paroissiales — mon curé — et pour les oeuvres nationales — le P.Q. —, et puis, c'est bien connu que la religion et la politique sont les deux mamelles de mon attachement au Québec. Et j'y suis attaché, au Québec. Autant que la GRC.

La Taupe



### Horizontal

1. Avant secondo.
2. Interjection. Carte à jouer.
3. Unité monétaire de l'Équateur.
4. Métis en lettres mêlées.
5. Nom de l'acteur chinois Bruce.

### Vertical

1. Maladie infectieuse.
2. Eau-de-vie.
3. Poil de la paupière.
4. Parfois haute, parfois basse.
5. Osées en lettres mêlées.

Plus de 40 millions de personnes dans le monde sont actuellement rétribuées à partir de budgets militaires. Dans les armées, bien sûr, mais aussi dans des dizaines de milliers d'entreprises.

Sur tous les continents, des organisations ont choisi de prendre le problème de front et de proposer des solutions pour soutenir le désarmement en offrant des alternatives aux économies nationales, régionales et locales, ainsi qu'aux entreprises concernées.

*Les défis économiques du désarmement* fait le point sur toutes ces démarches menées tant en Europe qu'en Asie et en Amérique du Nord. L'ouvrage a été lancé mercredi en marge du congrès, en présence d'un des co-auteurs, Yves Bélanger, et du président du syndicat d'Expro, Marc Laviolette, dont l'entreprise, qui fabrique notamment des explosifs, étudie justement des hypothèses de reconversion industrielle tendant vers le désarmement.



## Têtes de turcs et têtes de pioches

Un sport de bourgeois, le golf?

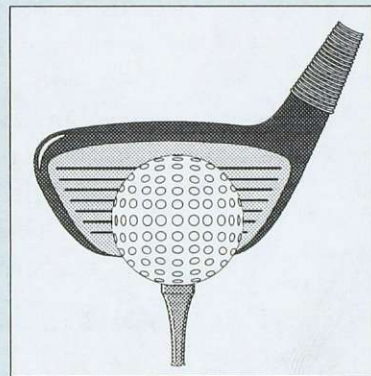
Pfffttt! Trouvez-vous par hasard dans les parages lorsque Roger Valois, frustré d'avoir raté un coup facile, se met à *swinguer* son fer 9 dans les airs en vociférant, comme s'il voulait le catapulter au-delà de la stratosphère, et vous en déduisez vite que non, le golf est aussi dangereux que le plus prolétaire des sports, la boxe.

Un peu plus loin (ou un peu plus tard si vous vous installez à demeure

core au club Granby-Saint-Paul, puisqu'ils ont la patience de nous endurer.

La Piocheuse en chef (répétez ça douze fois sans trébucher, pour voir...) est nulle autre que la joviale Jocelyne Caron, qui nous informe qu'il lui reste encore d'excellentes heures de départs, c'est-à-dire dans l'avant-midi. Elle vous attend à l'accueil, dans le hall d'entrée, pour consigner votre inscription et empocher vos deniers. Car vous

vous imaginez quand même pas que tout cela est gratuit, hein? Mais c'est pas cher, par exemple, compte



tenu que ce sera sûrement, encore une fois, un événement mémorable, comme les éditions précédentes du tournoi: \$65 pour ceux et celles qui veulent labourer le terrain avant de manger, et \$35 pour les autres, les paresseux, qui passent l'après-midi au 19e trou avant de s'empiffrer au somptueux banquet de fin de journée. De nombreux prix de présence seront tirés au hasard parmi les athlètes du premier groupe, les braves. On peut également s'inscrire après le congrès en téléphonant à Jocelyne au 514-598-2268.

### Ça fait partie de la game...

...même si ça nous fait brailler de dépit. Lorsque nous avons envoyé notre édition d'hier à

l'imprimerie, se trouvait en cette même page et en ce même endroit, au-dessus de la liste de noms qui y a paru, un beau titre renversé en Minister Black 18 points, condensé à 65%, et qui se lisait comme suit: *Organisation: les gagnants du concours*. Au lieu de ça, vous avez vu un désolant espace vide de trois picas de haut sur deux colonnes. Au nom de l'imprimeur, nos excuses.



LA CAISSE D'ÉCONOMIE  
DES TRAVAILLEUSES ET  
TRAVAILLEURS  
DE QUÉBEC

«Ouverte non seulement sur les besoins et les préoccupations sociales de son milieu, la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs de Québec est ouverte sur l'interdépendance des peuples et le manifeste concrètement, en appuyant Carrefour Tiers-Monde dans la réalisation de son programme d'éducation à la solidarité internationale. Une solidarité qui contribue à promouvoir des valeurs comme l'égalité des peuples, la démocratie et le respect des droits humains. Cet appui de notre caisse nous est précieux!»

Jean-Marc Chouinard  
Coordonnateur  
Carrefour Tiers-Monde

UNE FORCE  AU TRAVAIL



**\$60 millions d'actif  
au service  
du mouvement ouvrier**

LA CAISSE À MONTRÉAL...  
dans l'édifice de la CSN

LA CAISSE POPULAIRE  
DES SYNDICATS NATIONAUX  
DE MONTRÉAL  
1601 avenue de Lorimier,  
Montréal, Qué., H2K 4M5